

## Pourquoi l'ONU veut-elle se séparer des policiers burundais ?

Deutsche Welle, 04.06.2016 Le Burundi continue de démentir que l'ONU a décidé de ne pas remplacer les unités de police burundaises en mission en Centrafrique. L'ambassadeur auprès de l'ONU nie tout lien avec la crise au Burundi. Il est question de deux unités de police burundaise d'un effectif global de 240 hommes au moins. Ces déclarations devaient être bientôt relayées comme il est de coutume et cela devrait se passer d'ici le mois de septembre prochain. Mais l'ONU en a décidé autrement. Vladimir Monteiro est le directeur de l'information et de la communication au sein de la Minusca: «New York vient de prendre une décision qui dit que compte tenu de la situation actuelle au Burundi, les policiers burundais actuellement au service de la mission de la Minusca en République centrafricaine ne seront pas remplacés à la fin de leur mission. Et cette décision a été transmise à la mission permanente du Burundi à New York.» Le Burundi n'est pas informé La Minusca soutient donc que la décision a été notifiée à la mission permanente du Burundi auprès des Nations unies à New York. Or Albert Shingiro affirme ne pas en avoir connaissance et l'avoir appris par les médias. Il est l'ambassadeur du Burundi auprès des Nations unies: «Jusqu'à maintenant je l'apprends par l'entremise des médias donc je n'ai aucune notification officielle à ce sujet. Pas du tout, à moins que ce soit une décision verbale et puis je ne pense pas que les Nations unies puissent fonctionner de cette façon !» L'Onu motive sa décision en mentionnant qu'elle est due à la situation actuelle au Burundi. A la question de savoir quelle lecture il en fait, voici ce que répond l'ambassadeur Shingiro : Sanction ou simple précaution de l'ONU? «Je ne peux pas me prononcer sur quelque chose que je n'ai pas reçu officiellement. Mais une chose est certaine, moi je ne vois aucun lien entre la situation qui prévaut au pays et nos hommes déployés à Bangui parce qu'ils ont été déployés longtemps avant, avant même le début de la crise au Burundi.» Face à l'absence de consensus entre le pouvoir et l'opposition et devant la dégradation de la situation sécuritaire, l'ONU et d'autres acteurs de la communauté internationale demandent au gouvernement burundais de favoriser un dialogue inclusif. Mais le gouvernement s'oppose à s'asseoir avec ceux qu'il appelle des putschistes. En dehors de ses unités de police, le Burundi dispose d'un contingent militaire de quelque 850 hommes. Ecoutez aussi le compte rendu de notre correspondant sur le renvoi d'images ayant gribouillé sur des images du président Nkurunziza contenues dans des manuels scolaires !